https://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-a-refuse-de-condamner-la-violence-a-l-egard-des-femmes-et-des-filles-a-l-ONU

L'Argentine a refusé de condamner la violence à l'égard des femmes et des filles à l'ONU

- Argentine -

Date de mise en ligne : mercredi 18 novembre 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le gouvernement s'est à nouveau aligné sur les États-Unis lors de l' Assemblée générale des Nations unies et s'est abstenu de voter sur la proposition du Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes et des filles.

Le gouvernement de Javier Milei a ajouté un nouvel épisode à sa série de gaffes internationales dont il est l'auteur en raison de son alignement obstiné sur les États-Unis. Lors de l'Assemblée générale des Nations unies, l'Argentine s'est abstenue de condamner une résolution proposant d'intensifier la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. Cette initiative avait été présentée dans le cadre de la concertation entre les nations visant à renforcer les politiques des pays membres et à actualiser leurs législations en matière de lutte contre l'esclavage et la violence de genre. Cependant, comme elle l'avait déjà fait en 2024, l'Argentine ne l'a pas soutenue.

Aux côtés des États-Unis, de la Russie, de la Biélorussie, du Burkina Faso et du Cameroun, le gouvernement de Javier Milei s'est abstenu de voter en faveur de la proposition du Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes et des filles, présentée dans le cadre de l'Agenda 2030 que le gouvernement de Donald Trump avait remis en cause à plusieurs reprises.L'initiative a été soutenue par une majorité écrasante : 175 pays ont voté pour, six se sont abstenus et un seul s'est opposé, l'Afghanistan. Mais le fiasco de cette abstention a eu un retentissement plus fort.

Les faits invoqués dans la résolution concernaient les niveaux extrêmes de violence subis par les femmes et les filles dans des zones de conflits ouverts, tels que le conflit israélo-palestinien, la guerre entre l'Ukraine et la Russie, ainsi que les violences au Soudan et en Birmanie.
Le pays qui a été à l'origine du scandale était les États-Unis, dont le représentant à l'ONU a affirmé, en substance, que cette question n'était pas une priorité pour la Maison Blanche. Il s'est opposé aux références au genre, à la santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'à l'éducation sexuelle ; autant de sujets qui, selon lui, pourraient interférer avec les législations nationales ou les priorités du gouvernement républicain.

Un historique de gaffes

Ce n'est pas la première fois que, au nom de son « amitié » avec Washington, le gouvernement de Milei et la diplomatie désormais dirigée par Pablo Quirno se rangent du côté des votes allant à contre-courant de l'opinion mondiale. Le cas le plus récent est son refus d'une résolution visant à prévenir et à éradiquer la torture, une position défendue par les États-Unis et Israël. Depuis le retour à la démocratie, en 1983, l'Argentine avait pour habitude de soutenir cette initiative annuelle, qui fait l'objet d'une condamnation unanime de la part de l'assemblée internationale.

Ce vote avait eu lieu quelques jours après que le sous-secrétaire aux Droits de l'Homme, Alberto Baños, se soit présenté devant le Comité contre la torture (CAT) de l'ONU et y ait attaqué les organisations de défense des droits de l'Homme qui avaient dénoncé les actes de torture et les disparitions forcées commis pendant la dernière dictature civilo-militaire. Un autre vote honteux du gouvernement Milei a eu lieu en mars dernier, lorsqu'il a rejeté une résolution contre l'esclavage et la traite des êtres humains. Cette initiative avait été lancée par le Ghana afin que l'esclavage soit à nouveau qualifié de crime contre l'humanité et que le débat sur les réparations historiques soit encouragé. L'Argentine, les États-Unis et Israël ont été les trois seuls pays à voter contre.

En octobre 2025, l'État argentin est également revenu sur l'une de ses positions historiques en matière de politique

Copyright © El Correo

internationale. Aux côtés de Washington, de Tel-Aviv et des gouvernements de quatre autres pays, il a rejeté une résolution de l'ONU condamnant le blocus contre Cuba. Mileii a ordonné de voter ainsi sans tenir compte du fait que cette position affaiblirait la revendication de souveraineté sur les îles Malouines, car elle va à l'encontre du droit international, argument que l'Argentine invoque dans le litige qui l'oppose au Royaume-Uni.

Pour ajouter une nouvelle gaffe à la liste, en mars de cette même année, la diplomatie de « La Libertad Avanza » (LLA) a rejeté la Déclaration de la Journée internationale de la coexistence pacifique, qui avait été promue par différents organismes de l'ONU. En novembre 2024, Milei s'est également allié à Trump et, en l'espace de trois jours, a commis deux gaffes : il a voté contre une résolution visant à protéger les droits des peuples autochtones, puis a rejeté une autre résolution visant à « intensifier les efforts pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles ».
La même année – toujours dans la lignée des États-Unis et d'Israël –, l'Argentine a voté contre l'adhésion de la Palestine en tant qu'État membre des Nations unies. L'adhésion de l'État de Palestine a toutefois été approuvée par 143 voix pour, 9 contre et 25 abstentions.

Traduit de l'espagnol pour El Correo de la Diaspora par Estelle Leroy-Debiasi

El Correo de la Diaspora, Paris le 18 novembre 2026

Cette création par **http://www.elcorreo.eu.org** est mise à disposition selon les termes de la **licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported**. Basée sur une œuvre de **www.elcorreo.eu.org**